

Le président de la République française et l'Afrique (2026)

La fin du pré carré et la recherche d'un nouveau
partenariat stratégique



Post de blog

⚡ Une transition historique silencieuse

Le sommet Africa Forward, organisé à Nairobi les 11 et 12 mai 2026 à Nairobi, marque probablement un tournant historique dans la relation entre la France et l’Afrique. Pour la première fois, un sommet de cette nature se tient hors de l’ancien espace francophone traditionnel, dans une capitale anglophone devenue l’un des centres technologiques et financiers les plus dynamiques du continent.

Le symbole est puissant. En choisissant Nairobi et le Kenya comme co-organisateurs, Emmanuel Macron reconnaît implicitement une réalité nouvelle : l’Afrique contemporaine ne peut plus être pensée à travers les anciennes logiques du « pré carré » héritées de la Françafrique.

Le continent a changé. Le monde aussi. L’Afrique entre désormais dans un âge de souverainetés concurrentes, de plateformes continentales, d’infrastructures numériques et de rivalités géopolitiques globales.

⚡ La fin du modèle postcolonial français

Depuis son discours de Ouagadougou en 2017, Emmanuel Macron tente de reformuler la relation franco-africaine autour d’une idée centrale : le « partenariat réinventé ». L’entretien accordé à Jeune Afrique à l’occasion du sommet de Nairobi confirme cette évolution doctrinale. Le Président français reconnaît explicitement :

- ⚡ les ambiguïtés historiques de la Françafrique
- ⚡ l’épuisement du modèle sécuritaire sahélien
- ⚡ les limites du franc CFA
- ⚡ la montée des souverainetés africaines
- ⚡ et la nécessité pour la France de devenir « un partenaire parmi d’autres »

Cette reconnaissance constitue déjà une rupture importante. Pendant plusieurs décennies, la politique africaine française reposait largement sur :

- ⚡ les réseaux d’influence historiques
- ⚡ les bases militaires permanentes
- ⚡ les dépendances sécuritaires
- ⚡ et certains équilibres politico-économiques hérités des indépendances

Or ces mécanismes se sont progressivement fragilisés. Le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger a probablement marqué la fin visible de cette architecture historique.

⚡ Le Sahel comme crise de légitimité

La séquence sahélienne dépasse largement la seule question militaire. Pendant près d’une décennie, la France a constitué la principale puissance sécuritaire extérieure engagée dans la lutte contre les groupes djihadistes au Sahel. Pourtant, malgré les sacrifices humains et financiers engagés, la présence française a progressivement perdu sa légitimité politique dans une partie croissante des opinions publiques africaines.

Les « grosses bases » militaires sont devenues, dans de nombreux discours souverainistes africains, les symboles d’un système postcolonial désormais contesté. Le problème n’était donc plus uniquement sécuritaire. Il devenait politique,

symbolique et géopolitique. L’Afrique contemporaine ne souhaite plus seulement des partenaires sécuritaires. Elle réclame :

- ⚡ des infrastructures
- ⚡ des investissements
- ⚡ des capacités industrielles
- ⚡ des transferts technologiques
- ⚡ et davantage de souveraineté économique

📍 L’Afrique au cœur des nouvelles rivalités mondiales

Le sommet de Nairobi révèle également une transformation beaucoup plus profonde : l’Afrique est devenue un espace central des rivalités stratégiques du XXI^e siècle. Les minerais critiques africains — cobalt, cuivre, lithium, coltan, graphite, terres rares — sont désormais indispensables :

- ⚡ aux transitions énergétiques
- ⚡ aux batteries
- ⚡ aux infrastructures numériques
- ⚡ à l’intelligence artificielle
- ⚡ et aux industries de défense

L’Afrique cesse ainsi d’être perçue comme une périphérie économique. Elle devient une infrastructure stratégique mondiale. Cette évolution explique la présence croissante :

- ⚡ de la Chine
- ⚡ de la Russie
- ⚡ de la Turquie
- ⚡ des États du Golfe
- ⚡ de l’Inde
- ⚡ et des États-Unis sur le continent

Dans cet environnement multipolaire, la France ne peut plus prétendre organiser seule les équilibres africains. Elle doit désormais convaincre.

📍 La souveraineté économique devient centrale

L’un des éléments les plus importants du discours français actuel réside probablement dans la reconnaissance d’une exigence africaine nouvelle : celle de la transformation locale des ressources stratégiques. Pendant longtemps, les économies africaines ont essentiellement exporté des matières premières brutes. Aujourd’hui, les États africains veulent :

- ⚡ transformer localement
- ⚡ industrialiser
- ⚡ maîtriser davantage les chaînes de valeur
- ⚡ et gouverner eux-mêmes leurs infrastructures économiques.

Cette évolution est fondamentale. La souveraineté contemporaine ne repose plus uniquement sur les frontières ou les armées. Elle dépend désormais de la capacité à contrôler :

- ⚡ les flux financiers
- ⚡ les paiements
- ⚡ les données
- ⚡ les infrastructures numériques
- ⚡ les ressources stratégiques
- ⚡ et les chaînes de valeur

⚡ Gouverner les flux du XXIe siècle

C'est précisément dans cet espace qu'apparaissent les nouvelles architectures souveraines africaines. Les paiements numériques, les mécanismes de traçabilité, les infrastructures KYC, la certification des ressources, les plateformes carbone ou encore les systèmes de tokenisation deviennent progressivement des instruments majeurs de puissance publique. La question n'est plus seulement d'extraire les ressources. Elle devient :

- ⚡ comment les gouverner
- ⚡ comment les certifier
- ⚡ comment sécuriser les flux
- ⚡ comment intégrer les communautés
- ⚡ et comment conserver localement davantage de valeur économique

Dans cette transformation, des architectures comme AXIS apparaissent particulièrement révélatrices des évolutions en cours.

⚡ AXIS et l'Afrique infrastructurelle

AXIS ne relève plus uniquement d'une logique technologique. Le programme s'inscrit progressivement dans une vision plus large : celle d'infrastructures souveraines capables d'organiser les flux stratégiques africains contemporains :

- ⚡ tokenisation des ressources
- ⚡ traçabilité des chaînes de valeur
- ⚡ certification numérique
- ⚡ paiements souverains
- ⚡ conformité blockchain
- ⚡ gouvernance carbone
- ⚡ supervision des flux miniers et agricoles

Ces mécanismes traduisent une mutation profonde des économies africaines. Les ressources cessent progressivement d'être uniquement des matières premières exportées vers l'extérieur. Elles deviennent des actifs stratégiques intégrés dans des architectures numériques capables d'assurer :

- ⚡ transparence
- ⚡ traçabilité
- ⚡ gouvernance
- ⚡ conformité
- ⚡ et création locale de valeur

L'or, le carbone, puis demain les chaînes agricoles et les minerais stratégiques, peuvent désormais être intégrés dans des systèmes numériques souverains continentaux. Le numérique devient alors une infrastructure de souveraineté.

⚡ Une Afrique entrée dans l'âge des systèmes

Au fond, Africa Forward Nairobi 2026 révèle peut-être une réalité beaucoup plus large. L'Afrique entre progressivement dans un nouvel âge historique : celui des plateformes, des infrastructures intégrées et des systèmes souverains. La question centrale n'est plus simplement celle du développement au sens classique. Elle devient:

- ⚡ qui contrôle les flux ?
- ⚡ qui gouverne les infrastructures ?
- ⚡ qui maîtrise les données ?
- ⚡ qui organise les chaînes de valeur ?
- ⚡ qui structure les systèmes transactionnels africains ?

Dans ce nouvel environnement, les États capables de construire des architectures souveraines disposeront d'un avantage stratégique majeur. L'Afrique du XXI^e siècle sera probablement moins gouvernée par les anciennes logiques d'influence territoriale que par la maîtrise des infrastructures invisibles :

- ⚡ paiements
- ⚡ données
- ⚡ énergie
- ⚡ connectivité
- ⚡ traçabilité
- ⚡ plateformes
- ⚡ et intelligence artificielle

Le véritable enjeu devient alors celui-ci : comment construire des souverainetés africaines capables de participer à la mondialisation numérique sans devenir dépendantes des infrastructures des autres puissances ?